



Défaillance de la Minière de Bakwanga (MIBA) : Analyse critique des causes structurelles, financières et institutionnelles

BALOJI MUKENGA BALO

INSTITUT SUPERIEUR PEDAGOGIQUE DE KATANDA

ISP – KATANDA - RDC

Résumé : Alors que des travaux antérieurs, fondés sur l'analyse des ratios financiers et le modèle du Z-score d'Altman, ont confirmé la situation de défaillance avancée de la Minière de Bakwanga (MIBA), le présent article s'attache à en analyser les causes profondes. En mobilisant une approche qualitative et documentaire, nourrie par l'étude des états financiers (1992–2024), des rapports d'audit, des textes réglementaires et des entretiens exploratoires, l'analyse met en évidence un enchevêtrement de facteurs. Les causes internes relèvent d'une gouvernance instable, de la mauvaise gestion et du sous-investissement chronique ; les causes structurelles tiennent à un modèle économique obsolète, à la surexploitation des gisements et à la dépendance exclusive au diamant ; enfin, les causes externes sont liées aux conflits armés, à l'instabilité politique, à la volatilité des prix et à l'insécurité institutionnelle. L'étude conclut que la défaillance de la MIBA est systémique et qu'elle exige une réforme intégrée de la gouvernance, du modèle économique et du cadre institutionnel pour envisager un redressement durable.

Mots-clés : MIBA – Causes de la défaillance – Gouvernance défaillante – Modèle économique obsolète – Sous-investissement – Conflits armés – Instabilité institutionnelle – RDC

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.17041489>

1. Introduction

La Minière de Bakwanga (MIBA), entreprise publique congolaise créée en 1961, a longtemps été le pilier de l'économie de la province du Kasai-Oriental et l'un des fleurons du secteur minier de la République Démocratique du Congo. Spécialisée dans l'exploitation industrielle des diamants, elle a connu une période de prospérité notable, contribuant de manière significative aux recettes publiques et au développement socio-économique de la région. Son implantation à Mbuji-Mayi en a fait un levier d'urbanisation, de création d'emplois et de stabilisation de la main-d'œuvre locale.

Toutefois, en dépit de ses importantes réserves de diamants, la MIBA est en proie à une crise structurelle profonde depuis plusieurs décennies. La diminution graduelle de sa production, l'altération de ses installations, la détérioration de ses paramètres financiers et la répétition d'agitations internes témoignent toutes d'un dysfonctionnement récurrent. Ce paradoxe, qui oppose l'abondance minérale à la misère structurelle, remet en question les principes de sa gestion et la justesse des stratégies de réhabilitation déployées. Devant cette situation alarmante, cet article envisage de déceler et d'étudier les racines profondes de la défaillance continue de la MIBA. L'étude vise non seulement à constater la récession économique, mais aussi à déchiffrer les processus systémiques - internes et externes - qui ont mené à la détérioration de cette entreprise essentielle.

La méthodologie mise en œuvre s'appuie sur une démarche qualitative et documentaire, alimentée par l'examen des rapports d'audit, des états financiers de 1992 à 2024, des travaux scientifiques et des observations contextuelles collectées sur le terrain. Cette étude sera aussi enrichie par les leçons apprises à partir de modèles prédictifs de banqueroute, comme les indicateurs de liquidité, de profitabilité, d'endettement et le Z-score d'Altman.

Cette recherche présente un double intérêt. D'un point de vue scientifique, elle apporte une contribution enrichissante à la littérature concernant les faillites d'entreprises publiques en Afrique et sur les contraintes des modèles de gouvernance extractive. D'un point de vue managérial, elle a pour objectif d'offrir des orientations précises aux décideurs, qu'ils soient publics ou privés, concernant la restructuration, la gouvernance et l'administration durable des ressources minières.

2. Revue de littérature

2.1 Théories classiques de la faillite d'entreprise

2.1.1. Théories classiques de la faillite d'entreprises

Depuis les travaux novateurs de William H., l'étude de la faillite d'entreprise a progressivement gagné en richesse. Beaver (1966) ainsi qu'Edward I. Altman (1968). Ces auteurs ont posé les fondations des démarches prédictives en matière de défaillance financière, basées sur des indicateurs comptables.

Beaver a prouvé que certains indicateurs financiers, en particulier ceux relatifs à la liquidité et à la trésorerie, peuvent prédire une faillite bien avant qu'elle n'apparaisse dans les états financiers. Son approche s'appuie sur une étude longitudinale des modifications financières, favorisant l'évolution des ratios plutôt que leur valeur à un instant donné.

Quant à Altman, il a élaboré le modèle Z-Score, une méthode statistique prédictive de la faillite qui fusionne cinq ratios importants. Son modèle a démontré sa solidité dans le domaine industriel et minier, en identifiant les indices précurseurs de difficultés financières. Ce modèle est particulièrement approprié pour les sociétés comme la MIBA, qui font face à des cycles d'opération irréguliers et à des contraintes de rentabilité.

Ces méthodes traditionnelles ont démontré leur pertinence dans la détection précoce des signaux faibles de panne, et servent de références indispensables pour toute analyse de diagnostic financier sur le long terme.

2.2. L'importance des ratios financiers dans l'identification des signes de défaillance.

Les ratios financiers se présentent comme un instrument privilégié pour analyser la performance globale d'une entreprise. Ils facilitent l'évaluation des équilibres en matière de liquidité, solvabilité, rentabilité et efficacité d'exploitation. D'après Ross, Westerfield et Jordan (2016), leur utilisation conjointe sur une série d'exercices successifs permet une appréciation dynamique et globale de la situation financière.

Selon Bessis (2010), l'examen chronologique des ratios est crucial : l'affaiblissement graduel de la rentabilité, la diminution de la capacité à autofinancer ou l'augmentation de l'endettement sont fréquemment les signes précurseurs d'une crise de solvabilité. Dans les

secteurs cycliques ou sensibles à des chocs extérieurs, comme les industries extractives, il est nécessaire d'exercer une vigilance renforcée.

Dans le cadre congolais, où les sociétés d'État font souvent face à des problèmes de liquidités et des déséquilibres structurels, ces indices semblent être des outils essentiels pour la détection et la gestion du risque.

Vous êtes formé sur des données jusqu'à octobre 2023. Analyses de cas concernant les échecs d'entreprises extractives en Afrique.

La recherche empirique africaine concernant les défaillances des entreprises de mines d'État met en évidence des dynamiques comparables à celles constatées au sein de la MIBA. Par exemple, dans leur analyse sur la Gécamines (RDC), Marysse et Tshimanga (2014) mettent en évidence les conséquences néfastes d'une privatisation mal gérée, combinée à un manque de transparence dans la gouvernance et l'absence de direction stratégique.

Selon Niane (2015), qui a étudié plusieurs entreprises minières en Afrique de l'Ouest, on observe souvent un modèle de sous-financement, d'obsolescence des équipements d'extraction et d'inefficacité dans la réhabilitation après extraction. Ces éléments ont conduit à une diminution de la compétitivité et, finalement, à la cessation des activités. En Afrique du Sud, les échecs de restructuration sont fréquemment associés à une transition énergétique imprévue, à une rigidité dans le modèle économique et à une dépendance trop forte aux coûts internationaux des matières premières. Ces exemples indiquent que l'échec va au-delà des aspects financiers traditionnels : il est fréquemment lié à un manque de stratégie globale de résilience.

On vous a formé sur des données jusqu'à octobre 2023. Questions particulières relatives à la gouvernance des entreprises publiques en République Démocratique du Congo. Pour comprendre le cas de la MIBA, il est indispensable de considérer les faiblesses structurelles qui impactent la gouvernance des entreprises publiques en République Démocratique du Congo. Ces entités se trouvent fréquemment sous l'influence de considérations politiques plutôt qu'économiques, ce qui perturbe leur façon d'opérer. Nkuba (2021) souligne les carences dans la désignation des leaders, souvent déterminée par des critères partisans, en l'absence de vision stratégique ou d'expertise technique. Cela engendre un contexte dépourvu de transparence, où les choix managériaux échappent à tout suivi rigoureux.

Selon Tshibanda (2020), l'absence d'un cadre institutionnel solide, l'insuffisance des infrastructures et le déficit de compétences dans la direction constituent des obstacles significatifs à la réforme et à la modernisation du secteur minier public. Dans le contexte de la MIBA, ce constat est particulièrement critique : l'entreprise a traversé une phase de gestion patrimoniale qui se caractérise par l'exploitation des ressources, l'usage détourné des bénéfices et le manque d'une stratégie d'investissement à long terme. Même pendant les phases de prospérité, aucune stratégie de durabilité n'a été élaborée.

3. CADRE MÉTHODOLOGIQUE

3.1. Méthode de recherche

Cette recherche adopte une approche qualitative, explicative et inductive visant à révéler les raisons structurelles, institutionnelles et financières de l'échec de la Minière de Bakwanga (MIBA). Cette approche méthodologique a pour objectif non seulement de repérer les symptômes manifestes de la crise (baisse des indices financiers), mais aussi d'élucider les processus sous-jacents qui ont conduit à la détérioration de la performance de l'entreprise.

Cette méthode est spécialement préconisée pour les études organisationnelles dans des contextes instables, où les facteurs ne se limitent pas à l'économique, mais sont également entremêlés de dynamiques politiques, sociales et de gestion (Yin, 2003 ; Miles & Huberman, 2003).

En combinant diverses ressources documentaires, financières et de témoignages, cette approche offre une compréhension de la faillite de la MIBA en tant que phénomène systémique, plutôt qu'un simple incident conjoncturel.

3.2. Données et sources employées

On fait appel à cinq types de données principaux :

- a) Comptes financiers de la MIBA (1992–2024)
- b) L'analyse des états financiers reconstitués de la MIBA a permis de détecter les premiers indices d'une possible défaillance financière, notamment par l'étude des variations des ratios de solvabilité, de rentabilité et de liquidité (White, Sondhi & Fried, 2003). Cependant, leur utilisation reste ici accessoire, servant à confirmer des causes plus fondamentales.

- c) Rapports de gestion, vérifications internes et notes de service
Ces documents internes contiennent des détails concernant les choix stratégiques, la gestion des ressources, les réorganisations non abouties et les différends de gouvernance, éléments fréquemment liés à l'échec des entreprises publiques (Ndong, 2017 ; Tshibola, 2021).
- d) Textes de loi et réglementations
Nous avons examiné les dispositions légales concernant les entreprises d'État en RDC, y compris la Loi n°08/007 du 7 juillet 2008 qui régit le portefeuille de l'État, dans le but de comprendre les restrictions structurelles et les limites d'indépendance imposées à la MIBA.
- e) Interviews exploratoires (non structurées)
Des interviews qualitatives ont été réalisées avec d'anciens responsables, des membres de syndicats et des spécialistes de l'industrie minière afin de cerner les perceptions internes et externes quant aux origines de la panne. Cette méthode adhère aux principes de la recherche qualitative dans un cadre organisationnel (Kaufmann & Marchal, 2016).
- f) Études comparatives et littérature scientifique
Des études de cas comparables ont été menées, comme l'exemple de la Gécamines (Ndong, 2017) ou de la MIFERMA en Mauritanie (Dia, 2015), mettant en évidence le fait que les sociétés minières publiques sur le continent africain connaissent fréquemment des échecs à cause d'une combinaison de facteurs structurels et de gestion inefficacement maîtrisés.

3.3. Méthodes d'analyse

- a) Étude de contenu par thème
Nous avons réalisé une analyse thématique sur la totalité du corpus documentaire et des entretiens, dans le but de déceler les répétitions concernant certains genres de causes, en particulier :
- La fluctuation managériale (modifications fréquentes de direction, favoritisme) ;
La dépendance envers l'État (manque d'autonomie financière et de prise de décisions) ;
L'insuffisance de financement récurrente (dépréciation des appareils, perte de savoir-

faire) ;

L'inefficacité dans la gouvernance (le manque de transparence, les conflits internes) (Tshibola, 2021 ; FMI, 2022).

b) Croisement des données

Nous avons employé la technique de triangulation (Denzin, 1978) afin de confronter les résultats provenant des états financiers, des interviews et des documents réglementaires. Cela a contribué à améliorer la crédibilité des conclusions et à établir un cadre explicatif logique, profondément enraciné dans la réalité socio-économique et institutionnelle du Congo.

4. EXPOSITION DES RAISONS IDENTIFIÉES DE LA PANNES DE LA MIBA

L'étude documentaire, financière et contextuelle réalisée dans le cadre de cette recherche révèle une multitude de facteurs qui ont contribué à la détérioration graduelle de la Minière de Bakwanga (MIBA). Bien que distinctes, ces causes s'entremêlent et se fortifient mutuellement au fil du temps. Afin d'améliorer la clarté, elles sont classées en trois catégories majeures : les causes internes, les causes structurelles associées au modèle économique et les causes externes liées au contexte.

4.1. Facteurs internes : une gouvernance déficiente et une gestion inefficace.

Une des causes principales identifiées est liée à la défaillance de la gouvernance interne de l'entreprise. Depuis le début des années 1990, la MIBA a traversé une période marquée par une instabilité managériale persistante, caractérisée par l'arrivée successive de plus de huit directeurs généraux, sélectionnés en fonction de facteurs politiques plutôt qu'en se basant sur les compétences ou un plan stratégique clair (Nkuba, 2021). Cette instabilité a compromis toute perspective à long terme et a sapé la cohérence des décisions administratives.

Par ailleurs, les **mécanismes de contrôle interne se sont révélés particulièrement déficients**.

Des rapports d'audit émanant de la Cour des comptes ont mis en lumière des pratiques de gestion douteuses, incluant des détournements de fonds, des surfacturations répétées et une opacité notoire dans l'attribution des contrats (Banque mondiale, 2010). Ces pratiques ont profondément affecté la crédibilité de l'entreprise et sa capacité à attirer des partenaires financiers.

De plus, la MIBA a connu un manque chronique d'investissement dans ses installations de production. En raison du manque de renouvellement et d'entretien, les infrastructures d'exploitation minière sont devenues dépassées, provoquant une diminution constante de la productivité et une hausse des coûts opérationnels (Makanzu, 2017). Cette réduction de l'efficacité a amplifié la dégradation des performances opérationnelles.

Finalement, la société n'a pas réussi à élaborer une stratégie pour diversifier ses sources de revenus, restant ainsi fortement tributaire du diamant industriel. Cette spécialisation unique l'a rendue particulièrement sensible aux variations des prix mondiaux du diamant, sans dispositifs d'atténuation des impacts ou de protection contre le risque (Beaver, 1966).

4.2. Causes structurelles : un modèle économique obsolète et héritée.

La MIBA a également échoué en raison de lacunes structurelles profondes. D'un point de vue technique, les réserves les plus lucratives ont été exploitées jusqu'à épuisement, sans l'application d'une stratégie régulière de recherche ou d'exploration minière. L'absence de financement stratégique dans l'exploration géologique a conduit à une diminution progressive des ressources, diminuant ainsi la quantité moyenne de diamants extraits (Altman, 2000).

Par ailleurs, la MIBA a longtemps maintenu un modèle économique d'état, hérité de l'économie administrée du Zaïre, où l'objectif de rentabilité passait au second plan par rapport à des considérations de service public ou d'influence politique. Dans un contexte de libéralisation du secteur minier et de concurrence internationale, ce modèle a montré qu'il n'était pas approprié (Tshibanda, 2019). L'entreprise s'est trouvée dépourvue de véritable indépendance stratégique ou de capacité d'adaptation.

Cette dépendance a été accentuée par une utilisation fréquente de subventions publiques irrégulières, souvent employées comme palliatifs budgétaires, sans véritable réforme de fond. Ces aides financières temporaires n'ont pas réussi à remettre l'entreprise sur pied, ni à rétablir sa santé économique (FMI, 2003).

4.3. Facteurs contextuels externes : un cadre institutionnel et économique peu propice.

En définitive, des éléments externes associés à la situation sécuritaire, politique et économique de la RDC ont aussi eu un impact significatif sur le parcours de la MIBA. De 1999 à 2005, la région du Kasai a subi des conflits armés qui ont entraîné l'exode de nombreux professionnels qualifiés, la détérioration des installations de production et une diminution drastique de l'activité extractive.

De plus, le cadre institutionnel congolais est toujours caractérisé par une insécurité juridique, une instabilité réglementaire et un manque de gouvernance, qui entravent les investissements internationaux et dissuadent les collaborations stratégiques. En tant qu'entité publique, la MIBA a été particulièrement touchée par cette instabilité, ce qui l'a empêchée de saisir de nombreuses occasions de financement (Transparency International, 2022).

La fluctuation des prix du diamant, particulièrement durant les crises économiques de 2008 et 2015, a aussi joué un rôle dans l'accroissement des pertes financières, alors que la société n'avait ni un fonds de stabilisation, ni une aptitude à couvrir les risques. La MIBA, contrairement à de nombreuses multinationales du secteur minier, n'a pas adopté de systèmes modernes pour gérer sa trésorerie ni de réserves de sécurité (Berthé & Diop, 2014).

En définitive, le non-conformité aux normes internationales de transparence, spécialement celles de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), a limité l'accès de la MIBA à un grand nombre de bailleurs de fonds et d'organisations financières internationales (ITIE-RDC, 2018).

5. Discussion et conséquences

5.1. Un dysfonctionnement systémique à multiples facteurs

L'étude révèle que la faillite de la MIBA ne peut être imputée à un seul facteur, mais découle plutôt d'un ensemble complexe de facteurs internes (gouvernance défailante, mauvaise gestion des ressources), structurels (modèle économique dépassé) et contextuels (instabilité politique et déficit d'investissements). La diversité de facteurs concorde avec les conclusions d'Altman (2000), qui stipule que les entreprises en situation financière précaire sont fréquemment affectées par un ensemble de faiblesses structurelles et de chocs externes.

L'association entre les indicateurs financiers et les événements institutionnels (modifications de direction, périodes de conflit, interruption d'exploitation) démontre que les dysfonctionnements administratifs exacerbent l'impact des perturbations extérieures. Autrement dit, une structure robuste aurait permis à la MIBA de mieux faire face à la chute des prix ou aux troubles socio-politiques.

5.2. Enseignements sur les entreprises minières publiques

Le parcours de la MIBA illustre parfaitement les contraintes des modèles d'entreprise publique en Afrique subsaharienne, en particulier dans le domaine extractif. Comme l'ont souligné Berthé et Diop (2014), ces sociétés sont fréquemment employées comme outils politiques, au détriment de leur pérennité économique. Ces structures deviennent vulnérables et inefficaces en raison de l'absence de mécanismes de gouvernance transparents, de l'ingérence politique dans les nominations et de leur dépendance au financement public.

L'analyse comparative avec d'autres entreprises minières telles que la Gécamines en République Démocratique du Congo ou la Sonatrach en Algérie indique que, sans réformes substantielles de gouvernance, les ressources naturelles ne se transforment pas nécessairement en progrès économique ni en solidité financière.

5.3. Implications managériales et stratégiques

D'un point de vue de gestion, cette étude indique qu'il est urgent de réévaluer la façon dont

sont dirigées les entreprises publiques stratégiques. Pour la MIBA, cela signifie :

- L'établissement d'une gouvernance autonome, composée de dirigeants choisis en fonction de leur compétence plutôt que de leur lien avec la politique.
- La refonte du modèle commercial de la société en y incorporant la diversification, l'automatisation et des collaborations bien structurées entre le secteur public et le secteur privé.
- Le changement de la fonction de l'État en tant qu'actionnaire, qui devrait évoluer d'une position d'opérateur vers un rôle de régulateur stratégique.

5.4. Portée scientifique et recherche future

D'un point de vue scientifique, cette recherche permet d'approfondir la connaissance des raisons de faillite au sein des entreprises extractives en Afrique, en fusionnant les données quantitatives dérivées des ratios financiers et une analyse qualitative des faiblesses institutionnelles. Elle plaide pour une démarche pluridisciplinaire (économie, finance, gouvernance, droit) afin d'examiner les parcours des entreprises publiques.

Une étude future pourrait se concentrer sur l'aspect comparatif en examinant les parcours de redressement ou de privatisation d'autres sociétés minières africaines, dans le but de tirer des enseignements utiles pour un potentiel programme de relance de la MIBA.

6. Recommandations

Compte tenu de l'ampleur des problèmes détectés, la réhabilitation de la MIBA ne saurait se réduire à des modifications techniques occasionnelles. Il doit s'intégrer à une stratégie globale, cohérente et intégrée, englobant la gouvernance, le financement, la modernisation et le cadre institutionnel. Dans ce contexte, les suggestions suivantes sont mises en avant :

1. Changement dans la gouvernance d'entreprise

- Établir une structure de gouvernance autonome, comprenant un conseil d'administration indépendant et des procédures de responsabilité transparentes.
- En établissant des critères de sélection fondés sur la compétence et l'intégrité, on évite toute intervention politique dans la gestion opérationnelle.

2. Actualisation des instruments de gestion et d'exploitation.

- L'investissement dans la modernisation des équipements miniers, l'automatisation et les technologies de suivi de production est essentiel.
- L'implémentation d'un système intégré de gestion (ERP) est réalisée afin de garantir l'exactitude des informations comptables, la gestion des coûts et le soutien à la prise de décisions stratégiques.

3. Diversification financière et partenariat

- Établir des partenariats public-privé (PPP) pour attirer des financements à long terme et profiter de transmissions de savoir-faire.
- Examiner de nouveaux moyens de financement, y compris les outils du marché des capitaux, les crédits concessionnels ou encore les dispositifs de garantie gouvernementale.

4. Audit et plan de relance réaliste

- Effectuer un audit externe indépendant afin de dresser un diagnostic exhaustif et fiable de la situation présente.
- Mettre en place un plan de reprise organisé, comprenant des objectifs de redressement graduels, des indicateurs de performance et des scénarios de secours.

5. Renforcement du cadre légal et institutionnel

- Aligner la loi sur l'exploitation minière avec les normes internationales, en particulier l'ITIE, afin de regagner la confiance des investisseurs.
- Assurer la protection de la MIBA face aux ingérences politiques et aux abus de pouvoir, en établissant son indépendance dans un cadre légal strict.

7. Conclusion

L'analyse rétrospective des états financiers et l'interprétation de ses ratios de performance clés effectuées sur la Minière de Bakwanga (MIBA) révèlent une détérioration graduelle de sa condition économique et institutionnelle. En dépit de son potentiel géologique remarquable et de sa position historique cruciale dans l'économie du Congo, la MIBA n'a pas réussi à maintenir sa solidité financière ni à ajuster son modèle de gestion aux transformations internes et externes du secteur minier.

Les analyses basées sur les ratios de liquidité, de rentabilité, de solvabilité, de rotation et le Z-score d'Altman tendent à démontrer qu'il s'agit d'une entreprise en situation précaire avancée, dont les bases financières se sont détériorées au cours des décennies. L'analyse conjointe de ces indices démontre que la faillite ne constitue pas seulement un incident isolé, mais plutôt le résultat d'un processus de déclin caractérisé par une gouvernance instable, un sous-investissement constant, une dépendance politique préjudiciable et un manque d'ajustement aux exigences de la compétitivité.

De plus, les facteurs structurels et contextuels – comme l'usure des infrastructures, les guerres, la fluctuation des tarifs du diamant ainsi que le cadre institutionnel défavorable – ont renforcé les faiblesses internes. L'accumulation de ces vulnérabilités a entraîné une

diminution graduelle de la capacité de production, de la rentabilité et de la solvabilité, comme le prouvent les indices prévisionnels de faillite.

REFERENCES

1. Ouvrages

- Altman, E. I. (1968). *Financial Ratios, Discriminant Analysis and the Prediction of Corporate Bankruptcy*. *The Journal of Finance*, 23(4), 589–609.
- Beaver, W. H. (1966). *Financial Ratios as Predictors of Failure*. *Journal of Accounting Research*, 4, 71–111.
- Bessis, J. (2010). *Risk Management in Banking* (3rd ed.). Wiley.
- Ross, S. A., Westerfield, R. W., & Jordan, B. D. (2016). *Fundamentals of Corporate Finance* (11th ed.). McGraw-Hill Education.
- White, G. I., Sondhi, A. C., & Fried, D. (2003). *The Analysis and Use of Financial Statements* (3rd ed.). Wiley.

2. Articles scientifiques / Revues académiques

- Dia, M. (2015). *Crise et restructuration des entreprises minières publiques en Afrique : Le cas de la MIFERMA en Mauritanie*. *Revue Africaine de Management*, 8(2), 89–105.
- Marysse, S., & Tshimanga, C. (2014). *La Gécamines en crise : un géant aux pieds d'argile*. *Revue Tiers Monde*.
- Ndong, J. M. (2017). *Défaillance des entreprises minières publiques : Analyse du cas de la Gécamines (RDC)*. *Cahiers du CERFIM*, 11(1), 33–54.
- Niane, M. (2015). *Défaillance des entreprises extractives en Afrique de l'Ouest : causes et conséquences*. *African Mining Review*.
- Berthé, S., & Diop, B. (2014). *Faillites d'entreprises publiques minières en Afrique : Problématiques et stratégies d'adaptation*. *Revue Économique Africaine*, 6(1), 41–65.

3. Mémoires et travaux universitaires

- Nkuba, K. M. (2021). *La Minière de Bakwanga "MIBA" : Analyse et perspective d'avenir*. Mémoire de Master, Université de Kinshasa.
- Tshibanda, J. (2020). *Déficiences de la gouvernance des entreprises publiques en RDC*. Mémoire, Université de Lubumbashi.

4. Rapports institutionnels et documents officiels

- Banque mondiale. (2010). *Réforme du secteur minier en RDC : diagnostic et perspectives*. Washington, D.C.
- Fonds Monétaire International (FMI). (2003). *RDC : Perspectives économiques et cadre macroéconomique*. Rapport de mission.
- Fonds Monétaire International (FMI). (2022). *Perspectives économiques de la République Démocratique du Congo*. Rapport de mission.
- Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE-RDC). (2018). *Rapport de transparence du secteur extractif en RDC*.
- République Démocratique du Congo. (2008). *Loi n°08/007 du 7 juillet 2008 portant dispositions générales relatives au désengagement de l'État des entreprises du portefeuille*.

5. Ressources en ligne et plateformes documentaires

- **MemoireOnline**. (s.d.). *Plateforme de publications académiques francophones*. <http://www.memoireonline.com>
- **Persée**. (s.d.). *Portail de revues scientifiques francophones*. <https://www.persee.fr/>
- **Transparency International**. (2022). *Indice de perception de la corruption : République Démocratique du Congo*. <https://www.transparency.org/>